



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CN.4/L.653
3 juin 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Cinquante-sixième session
Genève, 3 mai-4 juin et 5 juillet-6 août 2004

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION**

Rapporteur: M. Pedro COMISSÁRIO AFONSO

CHAPITRE IV

PROTECTION DIPLOMATIQUE

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. Introduction	1 – 15	
B. Examen du sujet à la présente session.....	16 – 20	
C. Texte des articles sur la protection diplomatique adoptés en première lecture		
1. Texte des articles.....		

A. INTRODUCTION

1. À sa quarante-huitième session, en 1996, la Commission avait retenu le sujet «Protection diplomatique» au nombre des trois qui lui paraissaient se prêter à la codification et au développement progressif¹. La même année, l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/160 du 16 décembre 1996, a invité la Commission à examiner plus avant le sujet et à en indiquer la portée et le contenu en se fondant sur les commentaires et observations présentés au cours du débat de la Sixième Commission, ainsi que sur les commentaires que les gouvernements souhaiteraient formuler par écrit. À sa quarante-neuvième session, en 1997, la Commission, en application de cette résolution, constitua à sa 2477^e séance un groupe de travail sur le sujet². À la même session, le Groupe de travail présenta un rapport que la Commission fit sien³. Le Groupe de travail s'y efforçait a) de préciser autant que possible la portée du sujet et b) d'identifier les questions à étudier dans le contexte du sujet. Il proposait, pour l'examen du sujet, un schéma que la Commission a recommandé au Rapporteur spécial de prendre comme base de travail pour établir son rapport préliminaire⁴.
2. À sa 2501^e séance, le 11 juillet 1997, la Commission a nommé M. Mohamed Bennouna Rapporteur spécial sur le sujet.
3. L'Assemblée générale, au paragraphe 8 de sa résolution 52/156, a approuvé la décision de la Commission d'inscrire à son ordre du jour le sujet intitulé «Protection diplomatique».
4. À sa cinquantième session, en 1998, la Commission était saisie du rapport préliminaire du Rapporteur spécial⁵. Elle a constitué à la même session un groupe de travail à composition

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 10 (A/51/10)*, par. 249, et annexe II, additif 1.

² *Ibid.*, cinquante-deuxième session, *Supplément n° 10 (A/52/10)*, chap. VIII.

³ *Ibid.*, par. 171.

⁴ *Ibid.*, par. 189 et 190.

⁵ A/CN.4/484.

non limitée chargé d'étudier les conclusions susceptibles d'être tirées du débat quant à la façon d'aborder le sujet⁶.

5. À sa cinquante et unième session, en 1999, la Commission a nommé M. Christopher John R. Dugard Rapporteur spécial sur le sujet⁷ à la place de M. Bennouna, celui-ci ayant entre-temps été élu juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

6. À sa cinquante-deuxième session, en 2000, la Commission était saisie du premier rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/506 et Corr.1 et Add.1). Faute de temps, elle en reporta l'examen à sa session suivante. À la même session, la Commission a décidé que les articles 1^{er}, 3 et 6 du projet feraient l'objet de consultations officielles ouvertes à tous, sous la présidence du Rapporteur spécial⁸. La Commission a ensuite décidé, à sa 2635^e séance, de renvoyer au Comité de rédaction les articles 1^{er}, 3 et 5 à 8 ainsi que le rapport sur les consultations officielles.

7. À sa cinquante-troisième session, en 2001, la Commission était saisie de la suite du premier rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/506/Add.1), ainsi que de son deuxième rapport (A/CN.4/514 et Corr.1 et 2 (espagnol seulement)). Faute de temps, la Commission n'a pu examiner que les parties du deuxième rapport consacrées aux articles 10 et 11 et a reporté l'examen du reste du document A/CN.4/514, concernant les articles 12 et 13, à la session suivante. À sa 2688^e séance, le 12 juillet 2001, la Commission a décidé de renvoyer au Comité de rédaction l'article 9, et, à sa 2690^e séance, le 17 juillet 2001, les articles 10 et 11.

8. À sa 2688^e séance, la Commission a décidé que l'article 9 ferait l'objet de consultations officielles ouvertes à tous, sous la présidence du Rapporteur spécial.

9. À sa cinquante-quatrième session, en 2002, la Commission était saisie de la partie du deuxième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/514 et Corr.1 et 2 (espagnol seulement)) restant à examiner, qui concernait les articles 12 et 13 du projet, ainsi que de son troisième

⁶ Les conclusions du Groupe de travail figurent dans *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément n° 10* (A/53/10), par. 108.

⁷ Ibid., *cinquante-quatrième session, Supplément n° 10* (A/54/10), par. 19.

⁸ Le rapport sur les consultations officielles figure dans *ibid., cinquante-cinquième session, Supplément n° 10* (A/55/10), par. 495.

rapport (A/CN.4/523 et Add.1), qui portait sur les articles 14 à 16. La Commission a décidé à sa 2719^e séance, le 14 mai 2002, de renvoyer au Comité de rédaction les alinéas *a*, *b*, *d* (à examiner concurremment avec l'alinéa *a*) et *e* de l'article 14. Elle a en outre décidé, à sa 2729^e séance, le 4 juin 2002, de renvoyer au Comité de rédaction l'alinéa *c* du même article, qui serait examiné en même temps que l'alinéa *a*.

10. La Commission a examiné le rapport du Comité de rédaction sur les articles 1^{er} à 7 [8] à ses 2730^e, 2731^e et 2732^e séances, tenues les 5, 6 et 7 juin 2002. Elle a adopté les articles 1^{er} à 3 [5] à sa 2730^e séance, 4 [9], 5 [7] et 7 [8] à sa 2731^e séance, et 6 à sa 2732^e séance. À ses 2745^e et 2746^e séances, tenues les 12 et 13 août 2002, la Commission a adopté les commentaires des articles susmentionnés.

11. À sa 2740^e séance, tenue le 2 août 2002, la Commission a décidé que la question de la protection diplomatique des membres d'équipage des navires ainsi que des sociétés et des actionnaires ferait l'objet de consultations officielles ouvertes à tous, sous la présidence du Rapporteur spécial.

12. À sa cinquante-cinquième session, en 2003, la Commission était saisie du quatrième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/530 et Corr.1 (espagnol seulement) et Add.1). Elle en a examiné la première partie, concernant les articles 17 à 20 du projet, de sa 2757^e à sa 2762^e séance et à ses 2764^e et 2768^e séances, tenues respectivement du 14 au 23 mai, le 28 mai et le 5 juin 2003. Par la suite, elle a examiné la seconde partie de ce rapport, concernant les articles 21 et 22, de sa 2775^e à sa 2777^e séance, tenues les 15, 16 et 18 juillet 2003.

13. À sa 2762^e séance, le 23 mai 2003, la Commission a décidé de constituer, sous la présidence du Rapporteur spécial, un groupe de travail ouvert à tous pour étudier le paragraphe 2 de l'article 17⁹. Elle a examiné le rapport du Groupe le 28 mai 2003, à sa 2764^e séance.

⁹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 10* (A/58/10), par. 90 à 92.

14. À sa 2764^e séance également, la Commission a décidé de renvoyer au Comité de rédaction l'article 17, dans la version proposée par le Groupe de travail¹⁰, ainsi que les articles 18, 19 et 20. Elle a en outre décidé par la suite, à sa 2777^e séance, de renvoyer au Comité de rédaction les articles 21 et 22.

15. La Commission a examiné le rapport du Comité de rédaction sur les articles 8 [10], 9 [11] et 10 [14] à sa 2768^e séance, tenue le 5 juin 2003. Elle a adopté ces articles, à titre provisoire, à la même séance.

B. EXAMEN DU SUJET À LA PRÉSENTE SESSION

16. À la présente session, la Commission était saisie du cinquième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/538). La Commission a examiné ce rapport de sa 2791^e à sa 2796^e séance, tenues du 3 au 11 mai 2004.

17. À sa 2794^e séance, le 6 mai 2004, la Commission a décidé de renvoyer au Comité de rédaction l'article 26, en même temps que la variante proposée par le Rapporteur spécial pour l'article 21. La Commission a décidé en outre, à sa 2796^e séance, tenue le 11 mai 2004, de demander au Comité de rédaction de réfléchir à l'élaboration d'une disposition relative au lien entre la protection des équipages de navire et la protection diplomatique.

18. La Commission a examiné le rapport du Comité de rédaction à sa 2806^e séance, le 28 mai 2004, et a adopté en première lecture une série de 19 articles sur la protection diplomatique (voir sect. C ci-dessous).

19. À la même séance, la Commission a décidé, conformément aux articles 16 et 21 de son statut, de transmettre ces articles (voir sect. C ci-dessous) aux gouvernements, par l'entremise du Secrétaire général, en leur demandant de communiquer leurs commentaires et observations au Secrétaire général pour le 1^{er} janvier 2006 au plus tard.

¹⁰ Ibid., par. 92.

**C. TEXTE DES ARTICLES SUR LA PROTECTION DIPLOMATIQUE
ADOPTÉS PAR LA COMMISSION EN PREMIÈRE LECTURE**

1. Texte des articles

Première partie

Dispositions générales

Article premier

Définition et champ d'application

La protection diplomatique consiste dans le recours à une action diplomatique ou à d'autres moyens de règlement pacifique par un État qui prend fait et cause, en son nom propre, pour l'une des personnes ayant sa nationalité à raison d'un préjudice subi par cette dernière découlant d'un fait internationalement illicite d'un autre État.

Article 2

Droit d'exercer la protection diplomatique

Un État a le droit d'exercer la protection diplomatique conformément au présent projet d'articles.

Deuxième partie

Nationalité

Chapitre I

Principes généraux

Article 3

Protection par l'État de la nationalité

1. L'État en droit d'exercer la protection diplomatique est l'État de la nationalité.
2. Nonobstant le paragraphe 1, la protection diplomatique peut être exercée par un État à l'égard d'une personne qui n'a pas sa nationalité conformément à l'article 8.

Chapitre II

Personnes physiques

Article 4

État de la nationalité d'une personne physique

Aux fins de la protection diplomatique des personnes physiques, l'État de la nationalité est l'État dont l'individu objet de la protection a acquis la nationalité par sa naissance, par son ascendance, par succession d'État, par naturalisation ou de toute autre manière non contraire au droit international.

Article 5

Continuité de la nationalité

1. Un État est en droit d'exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne qui avait sa nationalité au moment où le préjudice a été causé et a cette nationalité à la date de la présentation officielle de la réclamation.
2. Nonobstant le paragraphe 1, un État peut exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne qui a sa nationalité à la date de la présentation officielle de la réclamation mais qui n'avait pas cette nationalité au moment où le préjudice a été causé, pour autant que la personne lésée a perdu sa première nationalité et qu'elle a acquis, pour une raison sans rapport avec la formulation de la réclamation, la nationalité de l'État réclamant d'une manière non contraire au droit international.
3. Le nouvel État de nationalité ne peut exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne contre un ancien État de nationalité de cette personne à raison d'un préjudice subi alors que celle-ci était ressortissante de l'ancien État de nationalité et non du nouvel État de nationalité.

Article 6

Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État tiers

1. Tout État dont une personne ayant une double ou multiple nationalité a la nationalité peut exercer la protection diplomatique à l'égard de cette personne à l'encontre d'un État dont elle n'a pas la nationalité.
2. Deux ou plusieurs États dont une personne ayant une double ou multiple nationalité a la nationalité peuvent exercer conjointement la protection diplomatique à l'égard de cette personne.

Article 7

Multiple nationalité et réclamation à l'encontre d'un État de nationalité

Un État de nationalité ne peut exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne contre un État dont cette personne a également la nationalité, à moins que la nationalité prédominante de celle-ci soit celle du premier État en question tant au moment où le préjudice a été causé qu'à la date de la présentation officielle de la réclamation.

Article 8

Apatrides et réfugiés

1. Un État peut exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne apatride si celle-ci, au moment où le préjudice a été causé et à la date de la présentation officielle de la réclamation, a sa résidence légale et habituelle sur son territoire.
2. Un État peut exercer la protection diplomatique à l'égard d'une personne à laquelle il reconnaît la qualité de réfugié si cette personne, au moment où le préjudice a été causé et à la date de la présentation officielle de la réclamation, a sa résidence légale et habituelle sur son territoire.
3. Le paragraphe 2 ne s'applique pas dans le cas d'un préjudice dû à un fait internationalement illicite commis par l'État de nationalité du réfugié.

Chapitre III

Personnes morales

Article 9

État de nationalité d'une société

Aux fins de la protection diplomatique des sociétés, on entend par État de nationalité l'État sous la loi duquel la société a été constituée et sur le territoire duquel elle a son siège ou sa direction, ou avec le territoire duquel elle a un lien similaire.

Article 10

Continuité de la nationalité d'une société

1. Un État est en droit d'exercer sa protection diplomatique au bénéfice d'une société qui avait sa nationalité au moment où le préjudice a été causé ainsi qu'à la date de la présentation officielle de la réclamation.
2. Nonobstant le paragraphe 1, un État reste en droit d'exercer sa protection diplomatique au bénéfice d'une société qui avait sa nationalité au moment du préjudice et qui, du fait de ce préjudice, a cessé d'exister d'après la loi de cet État.

Article 11

Protection des actionnaires

L'État de nationalité des actionnaires d'une société ne peut exercer sa protection diplomatique au bénéfice desdits actionnaires lorsqu'un préjudice est causé à la société que:

- a) Si la société a cessé d'exister d'après la loi de l'État où elle s'est constituée pour un motif sans rapport avec le préjudice; ou
- b) Si la société a, au moment du préjudice, la nationalité de l'État qui est réputé en être responsable et si sa constitution en vertu de la loi de cet État était une condition exigée par ce dernier pour qu'elle puisse exercer ses activités dans le même État.

Article 12

Atteinte directe aux droits des actionnaires

Dans la mesure où un fait internationalement illicite d'un État porte directement atteinte aux droits des actionnaires en tant que tels, droits qui sont distincts de ceux de la société, l'État de nationalité desdits actionnaires est en droit d'exercer sa protection diplomatique à leur profit.

Article 13

Autres personnes morales

Les principes énoncés dans les projets d'articles 9 et 10 au sujet des sociétés s'appliquent *mutatis mutandis* à la protection diplomatique d'autres personnes morales.

Troisième partie

Recours internes

Article 14

Épuisement des recours internes

1. L'État de la nationalité ne peut formuler une réclamation internationale à raison d'un préjudice causé à une des personnes ayant sa nationalité ou à une autre personne visée dans l'article 8 avant que la personne lésée ait, sous réserve de l'article 16, épuisé tous les recours internes.
2. Par «recours internes» on entend les recours ouverts à une personne lésée devant les tribunaux ou organes, judiciaires ou administratifs, ordinaires ou spéciaux, de l'État dont il est allégué qu'il est responsable du préjudice.

Article 15

Catégorie de réclamations

Les recours internes doivent être épuisés lorsqu'une réclamation internationale, ou une demande de jugement déclaratif liée à la réclamation, repose principalement sur un préjudice causé à une des personnes ayant la nationalité de l'État réclamant ou à une autre personne visée dans l'article 8.

Article 16

Exceptions à la règle de l'épuisement des recours internes

Les recours internes n'ont pas à être épuisés lorsque:

- a) Les recours internes n'offrent aucune possibilité raisonnable d'obtenir une mesure de réparation efficace;
- b) L'administration du recours subit un retard abusif attribuable à l'État réputé responsable;
- c) Il n'existe pas de lien pertinent entre la personne lésée et l'État réputé responsable, ou les circonstances de l'espèce font par ailleurs qu'il est déraisonnable d'exiger l'épuisement des recours internes;
- d) L'État réputé responsable a renoncé à exiger que les recours internes soient épuisés.

Quatrième partie

Dispositions diverses

Article 17

Actions ou procédures autres que la protection diplomatique

Les présents articles sont sans préjudice du droit des États, des personnes physiques ou d'autres entités d'engager en vertu du droit international des actions ou procédures autres que la protection diplomatique pour assurer la réparation du préjudice subi en raison d'un fait internationalement illicite.

Article 18

Dispositions conventionnelles spéciales

Les présents articles ne s'appliquent pas dans les cas et dans la mesure où il est incompatible avec des dispositions conventionnelles spéciales, y compris celles qui ont trait au règlement des différends opposant des sociétés ou leurs actionnaires à des États.

Article 19
Équipages des navires

Le droit qu'a l'État de nationalité des membres de l'équipage d'un navire d'exercer sa protection diplomatique au bénéfice de ces derniers n'est pas affecté par le droit qu'a l'État de nationalité d'un navire de demander réparation au bénéfice de ces membres d'équipage, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'ils ont été lésés à la suite d'un préjudice causé au navire par un fait internationalement illicite.
